

pensée par l'augmentation des recettes provenant de l'impôt sur le revenu des particuliers.

Le député me demande si nous allons modifier notre politique économique. La réponse est non, monsieur le Président. Notre politique économique donne de bons résultats depuis le 4 septembre 1984, et nous avons l'intention de la poursuivre puisque qu'elle a permis d'améliorer la situation économique du Canada.

Le député voudrait que l'on diminue les taux d'intérêt d'un seul coup de baguette magique. J'aimerais que les taux soient plus bas, mais je sais que des pressions s'exercent sur l'économie. Mentionnons, par exemple, les coûts unitaires de la main-d'oeuvre qui, à la fin de l'année dernière, augmentaient à un taux de 7 p. 100. La hausse de ces coûts contribue à affaiblir notre position concurrentielle, qui entraîne à son tour une baisse de l'activité commerciale, ce qui provoque enfin une perte d'emplois. Le député peut donc très bien comprendre l'importance. . .

M. Crawford: Holà! Mike.

* * *

LE TOURISME

M. Peter L. McCreath (South Shore): Monsieur le Président, je voudrais poser une question au ministre d'État chargé des Petites entreprises et du Tourisme. Les représentants de l'industrie touristique me disent qu'ils s'attendent à figurer parmi les grands perdants dans l'Accord de libre-échange. Mais dans un rapport qu'il vient de diffuser, le Conference Board du Canada affirme plutôt que la TPS fera croître le secteur touristique. J'imagine que le ministre est plutôt d'accord avec ce deuxième point de vue et pas avec le premier. Je lui demanderais de nous expliquer comment la TPS contribuera à la croissance de l'industrie touristique du Canada.

• (1450)

L'hon. Tom Hockin (ministre d'État (Petites entreprises et Tourisme)): Monsieur le Président, je voudrais remercier mon collègue de m'avoir posé une question assez gentille au sujet de la TPS.

Le Conference Board, et non le gouvernement, je tiens à le préciser, affirme que le secteur touristique bénéficiera de la TPS pour la raison suivante, et je crois que mon collègue en conviendra: L'économie du Canada se redressera énormément pendant la première année, la productivité affichant une hausse de 9 milliards de dollars, ce qui fera augmenter le nombre des touristes.

Questions orales

Deuxièmement, nous avons prévu un crédit de taxe sur intrants. Nous remboursons la TPS aux personnes en voyage d'affaires, ce qui favorise l'industrie touristique. Troisièmement, les crédits offerts aux Canadiens à faible revenu leur permettront de voyager eux aussi.

* * *

L'EFFICACITÉ ÉNERGÉTIQUE

Mme Catherine Callbeck (Malpègue): Monsieur le Président, ma question s'adresse au ministre de l'Énergie.

En août dernier, le ministre a déclaré que le Canada devrait donner l'exemple aux autres pays dans la réduction des émissions de dioxyde de carbone. En mars, le ministre s'est ravisé et a déclaré que nous devrions y aller lentement. Voici maintenant que le ministre de l'Environnement a aussi changé de discours et dit de mettre la pédale douce aux pays européens qui veulent fixer une limite sur les émissions de CO₂.

Pourquoi le ministre et son collègue ont-ils changé d'idée et pourquoi le gouvernement ne veut-il pas donner l'exemple au reste du monde dans le domaine de l'énergie et de l'environnement?

L'hon. Jake Epp (ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources): Monsieur le Président, je trouve les déclarations de la députée intéressantes.

Je vous invite à revoir les déclarations faites aujourd'hui par le ministre du Commerce extérieur. Voici un titre du *Toronto Star*: «On reproche au Canada de s'opposer aux limites d'émissions de gaz.» On lit aussi dans le *Citizen* d'Ottawa, journal bien connu pour ses sympathies gouvernementales: «Le Canada et les États-Unis divisés sur le réchauffement de la planète.»

Monsieur le Président, vous pouvez constater que cette divergence entre le Canada et les États-Unis correspond parfaitement à la position canadienne annoncée par le ministre de l'Environnement. Il n'y a pas eu de revirement. Nous avons au contraire confirmé que nous donnerions l'exemple.

Mme Catherine Callbeck (Malpègue): Monsieur le Président, le gouvernement a réduit de 90 p. 100 le budget alloué aux mesures favorisant l'efficacité énergétique et la diversité.

Les Canadiens attendent qu'on leur annonce une initiative majeure avant de croire que le gouvernement tient vraiment à réduire les pertes énergétiques et les émissions de CO₂. Je demande au ministre de s'engager à rétablir dans le nouveau budget promis pour l'automne la tranche de 90 p. 100 de fonds qu'il contribuait aux mesures d'efficacité et de diversité énergétiques et qu'il a coupés depuis 1984.